



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°95 – mardi 14 décembre 1999.

TAXE TOBIN : AGIR MAINTENANT.

Dans ce numéro

- 1- Le revirement historique de Seattle.
- 2- L'après Seattle.
- 3- Un nouveau FMI pour un nouveau millénaire ?
- 4- Carte postale de l'enfer.
- 5- Au Brésil la question sociale est affaire de police.
- 6- Amendement Tobin : J-2

En bref...

Alain Denault avait représenté ATTAC Québec à Seattle. Il nous apporte son témoignage ainsi que des pistes de réflexions qu'emprunteront les adhérents d'ATTAC de la Belle Province. (voir Le revirement historique de Seattle). L'après Seattle c'est déjà demain : réunion unitaire mercredi 15 décembre à Paris (voir L'après Seattle). On parle parfois très pudiquement des laisser-pour-compte ou des exclus. Ils ont pourtant une âme, une vie, des mots à eux pour nous exprimer clairement leur situation. Le témoignage fait aussi figure de pistes de réflexion. Et si en France il n'y a pas encore de déportation physique comme dans l'état du Parana, il existe d'autres moyens tout aussi violents et cruels (voir Carte postale de l'enfer et Au Brésil la question sociale est affaire de police). Informer, comprendre, agir : Un nouveau FMI pour un nouveau millénaire ? mais aussi l'amendement Tobin en France dans deux jours... Agissez !

Le revirement historique de Seattle

Rapport de Seattle (extrait)
Alain Deneault - ATTAC-Québec

Célébrant ce que d'aucuns ont qualifié de " revirement historique ", intellectuels, syndiqués, manifestants ou signataires d'actes de désobéissance civile, bon pied bon œil, ont atteint leur objectif avoué à Seattle : abattre l'entreprise de l'Organisation mondiale du commerce en plein vol, " shut it down " ainsi qu'on l'entendait, qu'on le lisait, de toute part. L'OMC y tenait sa rencontre interministérielle en vue d'établir les modalités des négociations du " Cycle du millénaire ", dont on vient d'apprendre qu'elles sont ajournées à l'an prochain. Les conférenciers du Forum international sur la mondialisation, au Symphony Hall, ont dressé la liste des motivations théoriques de l'entreprise, tandis que des milliers de manifestants ont défié les forces répressives américaines en empêchant les diverses délégations nationales de se rendre à leur réunion.

L'OMC existe toujours, évidemment. Mais après le revirement de Seattle, plus jamais elle ne pourra opérer dans la confortable discrétion qu'elle s'était donnée. Il va sans dire, par ailleurs, que l'ampleur des manifestations, la dignité de la grande majorité des participants, les différentes marches et les opérations de désobéissance civile ont eu l'heur d'ébranler le moral des délégués. Plusieurs d'entre eux ont déjà admis leur difficulté à faire fi des bombes lacrymogènes qui retentissaient au centre ville.

Ces négociations de libre-échange, par lesquelles les transnationales espéraient faire main basse sur les ressources humaines ou naturelles de la planète, s'annonçaient déjà pénibles du fait de leurs visées tout à fait inconséquentes, irresponsables et irrationnelles. Les Grecs nous ont déjà appris beaucoup sur l'hybris. Que ce soit pour le bœuf aux hormones ou la protection d'espèces en voie de disparition, l'OMC a déjà indiqué, dans les conflits qu'elle a eus à arbitrer à ce jour, que les règlements



attac

nationaux en matière d'environnement ou de santé constituait des entraves au libre marché. Si l'OMC était allé au bout de sa " philosophie ", ce qu'elle entendait faire avec ce " Cycle du millénaire " dont Seattle devait être le point de départ, l'éducation et le commerce de l'eau, tout comme les institutions de santé, se seraient trouvés soumis à la même logique : toute loi en matière d'éducation (par exemple la langue d'enseignement telle que le prévoit la loi 101 au Québec, la qualification des professeurs, les matières et les programmes pédagogiques, l'origine des fournisseurs de cahiers et de biens matériels,...), toute loi en matière de protection environnementale ou tout financement public d'institutions de santé auraient pu être déclarés entraves illégales au sacro-saint fonctionnement du " libre " marché. L'OMC a déjà annulé des dizaines de lois nationales. Pas des moindres, nommons par exemple le pacte canadien de l'automobile. Ses règles de fonctionnement sont des plus secrètes, et ses jugements résultent de discussions à huis clos.

Il appert que le système économique international tient d'une extraordinaire perversion. Qu'on en soit venu à qualifier d'" économique " cette entreprise de destruction de l'environnement, des structures économiques locales et des instances politiques n'est qu'un indice du cancer qui travaille aujourd'hui les institutions privées et publiques. Quand les pays du " Tiers monde " en sont en redouter des lois en matière de travail et d'environnement, les taxant de protectionnisme, c'est qu'il y a quelque chose de pourri au royaume du capitalisme. " L'économie " est devenu – ceux qui chérissent ce terme jadis noble n'y comprendront rien – l'adversaire des populations. Ces populations ont réagi à Seattle par la voix qui leur reste, la leur.

DÉSObÉISSANCE CIVILE

Pour contrer ces menaces, attendu qu'il est impossible désormais de se confier aux représentations politiques vendues à l'idée du libre marché, des milliers de citoyens se sont livré à des activités pacifiques de désobéissance civile.

Deux jours durant, en vue du 30 novembre, dans ses quartiers généraux établis pour l'occasion non loin du centre ville de Seattle, le Direct Action Network dispensait des formations relatives à la désobéissance civile, aux premiers soins (liés particulièrement au traitement des inflammations causées par le poivre de Cayenne et le gaz lacrymogène), à la solidarité carcérale et au droit. (www.go.to/directaction)

Les manifestants ont bloqué les rues de Seattle tôt le matin du 30 novembre, premier jour des négociations, en défilant d'abord dans le centre ville par ce qui s'annonçait une simple parade. Costumes ; forces bannières ; pancartes à l'effigie de maïs (bio !) ; marionnettes de 18 mètres représentant des squelettes, porteurs de l'écrêteau : " Exxon, Chevron, génocide " ; banderoles arborant les mots-clefs " Imagine ", " Freedom ", " Resist "... ; le tout tantôt accompagné de percussions africaines et de sifflets, tantôt, plus rarement, accompagné de musique techno. Mais la parade s'est décomposée en essais de manifestants, qui se sont dispersés pour bloquer les intersections du centre ville.

Les initiatives de désobéissance civile ont parfois des allures négatives. De loin, elles peuvent ressembler à des actes ultimes voués à la seule opposition. Mais elles se révèlent surtout, par les modes de préparation et de formation en vigueur dans les réseaux d'" action directe ", une proposition appliquée de principes démocratiques. La désobéissance civile a sa mémoire, son histoire et ses modes d'organisation. On aurait tort d'y voir le fait de réactions " spontanées ". Les maîtres figures sont Gandhi, Gertrude Stein, Martin Luther King, et tous ces compagnons anonymes qui ont tenu bon pendant la Guerre du Viêt-nam, dans le cadre de manifestations pacifistes contre le nucléaire, et de manifestations féministes contre la phallocratie. Le soldat inconnu de la désobéissance civile pourrait bien être cet homme qui tint tête à la lignée de chars d'assaut, Place Tiananmen. De façon plus lointaine et métaphorique, les Occidentaux auront aussi le loisir de se souvenir du refus de coopérer du personnage d'Antigone, de Jésus et des premiers chrétiens. En lisant sur le sujet, les filiations foisonnent.

Du point de vue de l'organisation, les actions de désobéissance civile prévoient que chaque participant soit membre d'un " groupe d'affinité ", lequel délègue un représentant (pas nécessairement le même toujours) au sein d'un Conseil plus large chargé d'établir des stratégies d'action. Tous sont libres de participer aux réunions, mais les délégués seuls ont droit de parole. Ce processus casse toute velléité hiérarchique tout en se montrant garant d'une certaine efficacité.

La camaraderie qui a prévalu et l'absence d'autorité lourde dont ont fait preuve les organisations autonomes à Seattle ont été à l'image du monde sain en lequel nous avions foi.



attac

Cette approche reste des plus prometteuses. On pourra croire, depuis Seattle, qu'une grève d'envergure tournant à la désobéissance civile pacifique, ainsi que nous l'avons pratiquée, pourrait renverser non seulement un gouvernement, mais aussi une structure constitutionnelle en elle-même – si cela s'avérait souhaité. La prochaine révolution sera pacifique, ou ne sera pas. Si un large nombre de témoins et d'acteurs des événements de Seattle ont tiré cette conclusion, Seattle sera effectivement le nom de ce " revirement historique " qu'il nous reste à assumer.

Les quelques désespérés ont pu profiter des barrages élevés lors de l'opération de Seattle pour se livrer à des actes de vandalisme, à moins qu'ils n'aient été des provocateurs dépêchés par la police, peuvent être considérés comme le résultat même des structures économiques modernes : abrutissement télévisuel, répression plutôt qu'éducation, précarité, fascination pour les seules instances de la consommation...

FORUM INTERNATIONAL

Les critiques contre les négociations de l'OMC ont formellement retenti le 26 novembre, à l'occasion d'un important Teach-in organisé par le Forum international sur la mondialisation, dans la très grande salle (quelque 3 000 personnes) du Symphony Hall. La plupart des conférenciers qui ont discoursé le soir du 26 et le jour 27 novembre, sans interruption, ont presque tous insisté, eux aussi, sur ce " revirement historique " (historical shift) que " Seattle " marquera dans les rapports contemporains entre " activistes " et les sociétés transnationales assistées désormais sans ambiguïté par les gouvernements.

On notera qu'au Symphony Hall, au contraire, au fil des discours les intervenants ont plutôt eu l'heur de se rassurer, répétant presque à l'unanimité combien " le peuple " se trouve du côté de la justice, subjugué par l'oligarchie capitaliste qui lui ferait face. Ce discours rousseauiste, sur la bonne âme du peuple opposé ou corrompu par les institutions diaboliques n'aura rien pour convaincre un esprit critique. Dans notre univers économique de la pan-prolétarianisation, si on entend par prolétarianisation le fait d'agir dans des structures séparées et spécialisée, tout tend à instituer des modes de langage qui parlent au lieu du bon peuple, ce qu'ont aussi fait les orateurs du Forum international. Tandis qu'intellectuels et " activistes " spéculent sur le cœur et la morale du peuple, les experts en publicité disent traduire

ses désirs, les sondeurs et journalistes des médias de masse publient sa conscience. Pourtant, il suffit de le fréquenter dans ses contradictions, le bon peuple, pour savoir qu'il s'enquiert davantage des résultats " du match " que de la guerre en Sierra Leone, qu'une campagne d'information citoyenne sur les abus d'une entreprise l'embête souvent davantage que la propagande commerciale de la même entreprise, qu'il s'identifie volontiers aux produits et étiquettes que pourvoit la société de consommation quand bien même il est capable à ses heures de faire preuve de sens critique. Et qui dit qu'il n'y en a pas parmi nous qui jouissent plus ou moins secrètement du sort infâme que l'Occident fait subir aux pays dit du Sud, ainsi qu'au Quart-Monde ? Bref, les images d'une heure sur le bon peuple s'opposant de façon manichéenne aux vilaines transnationales n'est qu'une façon de cacher l'extraordinaire travail théorique et pragmatique – disons politique – qui nous attend. En ceci, peut-être les solutions économiques à venir resteront encore l'affaire de philosophes, d'essayistes et de psychanalystes, c'est-à-dire de tous ceux que s'investiront dans une entreprise de réflexion incertaine et dense, emboîtant le pas dans le sens trouble que nous indiquent les auteurs d'actes de résistance, à Seattle. Elles seront aussi leur affaire. À ceux-là qui ainsi devront se faire stratèges.

On trouvera un compte-rendu complet sur la page d'ATTAC-Québec quebec@attac.org <http://attac.org/quebec/>

L'après Seattle.

Après la victoire historique de la société civile sur le projet du round du millénaire de l'Organisation Mondiale du Commerce (l'OMC), les organisations françaises présentes à Seattle vous invitent à un : Meeting public de compte-rendu le mercredi 15 décembre à 19h00 à la Bourse du travail - 29, bd. du Temple 75011 Paris - M° République

Avec : Jean-Claude Amara (Droits Devant !!) - Agnès Bertrand (Observatoire de la Mondialisation) - Pierre Contesenne (Groupe des 10) - Susan George (CCCOMC) - Danielle Mitterrand (France-Libertés) - Pierre Tartakowsky (ATTAC) - Alphonse Véronèse (CGT International) - Monique Vuailat (FSU) - Patrice Vidieu (Confédération Paysanne)

Et la participation d'élus présents à Seattle : Françoise Bavay, Harlem Désir et Jack Ralite

Un nouveau FMI pour un nouveau millénaire ?



attac

Trois des membres fondateurs d'ATTAC : l'AITEC, Agir Ici et le CRID publient chaque mois une lettre d'information sur les institutions financières internationales (IFI), présentant l'actualité IFI et proposant un article d'analyse.

Ces trois organisations vous proposent de vous adresser sans abonnement une version par courrier électronique à toute personne en faisant la demande auprès de l'AITEC aitec@globenet.org. Une version papier est également disponible auprès d'Agir ici, 14 passage Dubail, 75010 PARIS (50FF de participation aux frais).

Voici un extrait du n°8 (décembre – janvier). Editorial.

Ces derniers temps, le FMI nous réserve bien des surprises. Tout d'abord un changement de vocabulaire : les FASR (facilités d'ajustement structurel renforcé) changent de nom. Elles sont rebaptisées Facilités de croissance et de réduction de la pauvreté. Cela marque-t-il un véritable changement ou est-ce uniquement un relookage ? En tout cas, aux vues des derniers déboires du Mali et de la Côte d'Ivoire avec le FMI, on pencherait plutôt pour la seconde option. Ce que l'on est en mesure de comprendre au travers de ces deux exemples, c'est que les institutions de Bretton Woods ne remettent pas en cause le fond de leur pensée et favorisent toujours la libéralisation de l'économie mondiale au détriment du développement humain.

Ensuite, une démission. Michel Camdessus a annoncé le mardi 9 novembre qu'il démissionnait de son poste de Directeur général du FMI, à deux ans du terme de son troisième mandat. Les spéculations vont bon train sur le nom de son successeur. La direction du FMI revient traditionnellement à un Européen. Français et Néerlandais s'y sont succédés depuis 1944. Allemands et Britanniques espèrent désormais obtenir le poste. Mais d'autres pays, notamment le Japon, se mettent sur les rangs. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun nom de femme ne circule, ni aucun nom de candidat du Sud.

De toute façon, la création, la mise en place et le suivi des politiques appliquées resteront toujours aux mains de la même bureaucratie. Michel Camdessus n'a-t-il pas lui-même avoué que son discours de démission est le premier papier qu'il a écrit seul depuis qu'il est à la tête du FMI ?

L'équipe de la rédaction

AGIR ICI - AITEC - CRID

Carte postale de l'enfer

Un petit bonjour à toutes et à tous de l'Enfer.

Profitant des longues vacances que m'impose généreusement la World Company - magnifique représentante de l'idéologie totalitaire néo-libérale - je vous écris ces quelques lignes qui, je l'espère, vous dissuaderont de venir par ici. Non que cette prison mentale ne soit pas aux normes, bien au contraire, elle a été tellement bien conçue, mais plutôt du fait que nous sommes déjà beaucoup trop dans cet endroit de rêve où tant de dignitaires du régime aimeraient nous voir.

Pour bien commencer la journée, rien de tel que les mots de Jean-Marc Sylvestre, Monsieur Sylvestre, je vous prie.

Puis, sentant la désespérance d'une journée de plus s'installer, une petite gélule jaune-pâle et verte de Prozac parvient à me faire durer jusqu'au lendemain matin où, une autre gélule...

J'envie mon épouse - que j'arrive encore à supporter - qui, veinarde, possède un plus large éventail de couleurs d'anti-dépresseurs et autres anxiolytiques pour affronter avec plaisir une nouvelle journée de travail, grâce auquel, elle s'est tant épanouie sous le règne du harcèlement moral et de la saine émulation de la lutte de tous contre tous.

Mais, j'ai un avantage, avec tout le temps que j'ai pour moi - enfin avais, car la disparition de mes allocations de "chômeur de confort", comme disait le grand "philosophe" Alain Minc, ne me permettent plus de faire garder mes deux filles chéries que je n'arrive pas encore à maltraiter, mais avec un peu de temps... - je peux suivre une psychothérapie afin de comprendre pourquoi je mets tant de mauvaise volonté à m'en sortir en créant ma petite entreprise? Eh bien non, ces fainéants de fonctionnaires des centres médico-psychologiques qui permettent à des gens comme moi de se soigner gratuitement, ne veulent rien savoir et n'arrêtent pas de me dire que cela n'est pas de ma faute, que je suis victime et en aucune façon coupable de ma situation, même si dans ma petite enfance...

Quelle honte, mais quelle honte, moi qui croyais tant être responsable de ce qui m'arrive, de n'être pas assez flexible, dynamique, génétiquement non rentable, voilà que ces gens, après de long mois de douloureux travail sur-



attac

moi même, m'affirment que je suis victime de l'idéologie totalitaire néo-libérale qui, comme le démontre Christophe Dejours dans son livre "Souffrance en France", ne présente aucune différence fondamentale avec l'idéologie nazie dans son acceptation par tous, je dis bien par tous, de la banalisation du mal que représente, pour ce qui nous concerne, l'injustice sociale. Si cette infamie est rendue possible, c'est non seulement par les idéologues, les thuriféraires, les propagandistes, les profiteurs et les zélés zélateurs de cette pensée inique, mais surtout par notre collaboration à tous, qui avons sacrifié notre jugement moral, notre légitime indignation et révolte, notre souffrance, au profit de véritables oeillères mentales tant nous sommes soumis à un régime de peur instauré par la stratégie délibérée du chômage de masse comme moyen absolu d'asservissement des esprits. Les nazis n'ont pas agi autrement avec le peuple allemand. Eux la terreur, nous la peur. Eux l'extermination physique, nous la mort sociale, psychique.

Ma carte postale pourrait encore être bien longue, tant de douleurs ne se résumant pas en quelques lignes.

Le but de ma contribution est non seulement d'apporter un bref éclairage sur les conséquences dévastatrices, à tous les niveaux, de l'idéologie dominante, mais de proclamer qu'il est grand temps maintenant de déclarer la guerre à la guerre économique, de rendre coup pour coup à tous, et je m'excuse du mot, tous les salopards qui se proclament ou font la propagande de cette barbarie.

La guerre totale, le harcèlement continu, la dénonciation nominative et incessante, la contre-argumentation détaillée et étayée ainsi que l'explication précise à l'adresse de tous par le démontage implacable de la mécanique de cette machinerie de mort, doivent être les objectifs à poursuivre dans un premier temps. Tant que tout un chacun n'aura pas la conviction absolue que cette injustice intolérable relève d'un processus parfaitement pensé et mis en oeuvre, et non de la fatalité, aucun mouvement d'envergure ne sera possible. En décembre 95, les gens ont, dit-on, fait grève par procuration. Les étudiants aussi ont bougé, mais ces deux composantes ne sont pas allées plus loin car la peur du chômage pour les premiers et celle de l'approche des partiels - ce qui revient au même - pour les seconds, les ont vite freinés. Même chose lors du mouvement des chômeurs du début 98.

Donc, pour briser ce véritable mur de la peur - le mur du soi - il faut entrer dans une logique de guerre totale combinant attaques (ATTAC) explications et propositions.

Faire référence à la guerre implique une notion de violence, mais sachez tous que la violence - une véritable torture dans le sens où l'on connaît son tortionnaire, ses différents visages, ses différentes voix, mais contre lequel on ne peut rien - qui est faite à nous autres, déchets de ce "grand établissement industriel" comme disait Primo Levi, est sans commune mesure avec celle que nous pourrions avoir dans nos actions possibles. Les mots seront nos armes.

La victoire de Seattle est, je l'espère, l'amorce d'un autre possible

Ces quelques lignes, qui me demandent, croyez-moi bien, une énergie énorme couplée à une souffrance extrême - chaque geste est un Everest - j'aimerais tant, histoire d'exister un peu, qu'elles imprègnent quelques-uns de ceux qui manifesteront samedi à Paris contre le chômage, partie la plus visible du désastre. Je ne pourrais pas être là-bas et l'exclusion est telle, que cette fenêtre est le seul endroit encore possible où je puisse exprimer ma douleur et ma colère, comme une bouteille à la mer dans un océan de mots.

Comme disait Gandhi, ils auront ma peau mais pas ma dignité, et au final, c'est moi qui gagnerai.

Amitiés à toutes et à tous.
Fabrice Leiser - Combattant inerte.

Au Brésil la question sociale est affaire de police

Au Brésil de cette fin du siècle, la question sociale est redevenue une affaire de police, et la douleur des gens invariablement continue à ne pas apparaître dans la presse. A l'aube, Samedi dernier (27/11), le gouverneur de l'Etat du Parana, Jaime Lerner (PFL-parti du Front Libéral), a lancé une énorme opération répressive contre les travailleurs sans terre. Les mesures de répression incluaient l'expulsion massive des familles, le transport forcé vers des régions très éloignées, l'intimidation avec des armes à feu, la confiscation des biens. Cette opération est une véritable trahison car des accords avaient été pris auparavant avec les victimes. Des menaces d'actions encore bien pires sont faites ouvertement, dans un état où la police militaire et les milices des latifundiaires



attac

agissent souvent de concert et où divers assassinats ont eu lieu ces derniers mois.

Le nombre de ces événements n'a pas, jusqu'à aujourd'hui, ému la "grande" presse, plus intéressée par des futilités comme la Commission d'enquête sur le trafic de drogue. Les informations sont cachées aux lecteurs ou diffusées parmi le flot quotidien des faits divers.

Oreilles sourdes, mains de fer

Et pourtant, il est très difficile de fermer les yeux et de faire semblant de ne pas savoir. Car des faits extrêmement graves se passent dans le Centre Civique de Curitiba (capitale du Parana), juste en face du Palais Iguazu, siège du Gouvernement du Parana. Il y a près de 6 mois, des membres du Mouvement Sans Terre y ont installé leur campement, espérant que le Gouverneur écoute leurs revendications et prenne des décisions simples, comme celle de l'attribution des lots de terre et de l'ouverture d'une enquête afin de déterminer quels sont les responsables des divers actes de violence pratiqués par la police ces derniers mois.

A l'aube de ce samedi, le Gouverneur Lerner, dont les relations privilégiées avec FHC (FHCARDOSO) sont bien connues, a décidé de montrer que ses oreilles restaient sourdes, mais que ses mains étaient de fer. A 3 heures du matin, plus de mille policiers, portant des mitraillettes et excitant les chiens qui les accompagnaient, ont envahi la place. Ils sont entrés dans les baraques de bois et de plastique, ont pointé leurs armes vers les têtes des dormeurs et ont hurlé leurs ordres.

Humiliations, coups de pieds et nettoyage.

Il ne suffisait pas d'expulser, il fallait aussi humilier. Ordre fut donné aux expulsés de se mettre en file indienne. Furent également détruits, à l'aide des bulldozers, les deux symboles du courage humain face au pouvoir : le potager et la boulangerie communautaire, que les habitants du camp avaient construits. On les força à entrer dans des bus, les obligeants à laisser derrière eux les tentes et tout ce qu'elles contenaient : leurs documents, le matériel scolaire, leurs photos, leur argent, leurs matelas. Les dirigeants des comités de défense populaire qui se dirigeaient vers le lieu furent agressés. La police conseilla à l'avocat de la Commission des Droits de l'Homme de l'Etat, Darci Frigo, de ne pas se mêler de cette histoire. Comme il insistait, Darci Frigo fut arrêté, les mains attachées derrière le dos, frappé à coups de pieds et coups de matraque. L'évêque Dom

Ladislau Biernaski, vice-président de la Commission Pastorale de la Terre (CPT), lui aussi fut empêché de s'approcher de la place. Une équipe de nettoyeurs, formée des heures auparavant, était présente, afin qu'il ne subsiste aucune trace du campement.

Nous nous reverrons bientôt !

On força les Sans Terre à entrer dans les bus et des heures plus tard ils furent abandonnés bien loin dans l'intérieur de l'état, à des kilomètres de la Capitale, et souvent bien plus loin encore de leur lieu d'origine. Pendant le trajet, les policiers les ont menacés de nouveaux actes de violence. Une phrase revenait constamment : Attention ! nous nous reverrons bientôt ! Après l'opération, les menaces ont continué et d'autres ont été proférées contre divers campements de Travailleurs Sans Terre.

Parana, un état sans loi !

La tentative d'intimidation est évidente, car cela fait des mois que le Parana est devenu l'un des états où la violence policière contre les mouvements sociaux est la plus brutale. Rien que cette année, d'après les données de la CPT (commission pastorale de la terre) ont été perpétrés contre les Sans Terre deux assassinats, trois tentatives, vingt menaces, cinq cas de torture et une séquestration. 29 expulsions violentes atteignirent 2.000 familles et 137 arrestations. La police militaire (gendarmerie) agit habituellement en association avec les milices formées par les grands propriétaires de l'UDR (union de défense rurale). Le climat de terreur est permanent car les criminels restent impunis.

En faveur de la violence, le silence des médias

Dans un cadre comme celui-ci, le silence de la grande presse couvre et stimule les crimes. Pour tenter d'éviter que ceux-ci se répètent, une commission formée par Dom Tomas Balduino, Président de la CPT, et par divers parlementaires, ont rencontré le Gouverneur le lundi suivant. Ce fut inutile et très préoccupant car Mr Lerner refusa de reconnaître les abus de la police militaire. Ce même jour apparut un détail qui rendait encore plus injustifiable l'opération policière de Samedi et aggravait encore le risque d'une autre vague de violence. Plusieurs jours avant ce samedi 27 novembre, L'INCRA (le fédéral) et le MST (mouvement sans terre) avaient conclu un accord qui prévoyait la désoccupation du centre civique pour le 30 novembre, en échange de l'acceptation de plusieurs revendications. Lerner



attac

refusa de l'admettre. Il prétendit que les différentes "parties" n'avaient pas été consultées. Il est clair qu'il se référait à l'UDR (l'union de défense rurale)

Il faut agir rapidement

Lors d'une ITW collective, Dom Tomas Balduino exprima clairement sa préoccupation quant à ce qui pourrait se passer dans les prochains jours.

La corruption institutionnelle de la police, qui est utilisée pour venger et humilier me laisse très perplexe déclara-t-il. Il prit la défense des Sans Terre avec vigueur. Contre la barbarie du gouvernement et l'indifférence des médias il reste pourtant la solidarité des mouvements sociaux. La CPT et le MST demandent à tous d'envoyer des messages afin de faire pression pour répudier le Gouverneur Jaime Lerner (41-254.2399 ou guelmann@pr.gov.br) ainsi que le secrétaire de la Sécurité publique Cândido Manoel Martins de Oliveira (41-352.3070 ext 23, ou sesp@pr.gov.br). Les Messages de solidarité aux trabalhadores et à l'avocat Darci Frigo peuvent être envoyés à l'adresse de la CPT-PR (41-224.7433, ou cptpr@softone.com.br).

Traduction du Resenha da Internet Greta van den bempt, correspondante Du Grain de sable à Porto Alegre- Brésil – greta@attac.org

Amendement Tobin : J-2

A l'Assemblée nationale à 4h du matin, l'amendement Tobin avait recueilli une dizaine de voix en première lecture. 48 voix en faveur de cette proposition se sont exprimées au Sénat peu après. Maintenant voici l'amendement de retour à l'Assemblée nationale pour un vote en « deuxième lecture ».

La pression citoyenne doit venir appuyer les positions des députés, d'où qu'elle vienne. Les groupes locaux d'ATTAC aident à l'information des députés et au soutien de ceux qui ont pris officiellement fait et cause pour cette idée en participant au Comité ATTAC Assemblée nationale.

Il est plus que nécessaire de participer à cet effort. Si vous n'habitez pas la France, vous pouvez aussi aider de manière décisive à

l'adoption de ce projet. Nous vous invitons à mettre en valeur la pertinence de l'idée et la valeur d'exemplarité que revêtirait un vote positif pour vos propres représentations nationales.

Nous vous avons indiqué des documents présents sur le site ATTAC qui peuvent montrer que cette idée est soutenue dans de nombreux pays par des organisations, partis politiques, des gouvernements même et d'autres parlements. Cette proposition recueillie en France 60% d'avis positif d'après un sondage réalisé pour une revue qui ne fait pas partie de notre « mouvance » si nous pouvons nous exprimer ainsi.

Au-delà des mots et des déclarations d'intention, la taxe Tobin est avant tout une mesure concrète en faveur d'une mondialisation responsable à différents niveaux que ce soit grâce à ses mécanismes de prélèvement ou à ceux de sa redistribution. Nous vous invitons donc à la fois à faire connaître l'actualité de ce vote en France auprès de vos représentations nationales et à appuyer l'initiative du Comité ATTAC à l'Assemblée nationale française.

Vous en avez encore le temps, même s'il reste deux jours.

Voici les noms et les moyens de contacter les cinq députés à l'origine de la naissance de ce groupe :

- Yves COCHET, Député du Val d'Oise, Verts
<mailto:ycochet@verts.imagnet.fr>
- Yann GALUT, Député du Cher, PS
<mailto:ygalut@assemblee-nationale.fr>
- Jean-Claude LEFORT, Député du Val de Marne, PC
<mailto:lefort.jean-claude@wanadoo.fr>
- Chantal ROBIN- RODRIGO, Députée des Hautes-Pyrénées, PRG - Casier de la Poste, Palais Bourbon, 75355 Paris 07 SP - Fax : 05 62 34 83 65
- Georges SARRE, Député de Paris, MDC - Casier de la Poste, Palais Bourbon, 75355 Paris 07 SP

Vous avez rendez-vous avec ATTAC



attac

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi : PARIS 15 – MIGENNES
- Jeudi : AIX EN PROVENCE – BRIOUDE
- Vendredi : TOULON